



CHAPITRE 91

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

[Sanctionnée le 9 juin 1969]

Préambule.

ATTENDU que la Ville de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est de son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959/1960, tel que modifié à ce jour, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1959/60,
c. 102, a.
40, mod.

1. L'article 40 du chapitre 102 des lois de 1959/1960, modifié par l'article 2 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 6 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 2 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), et par l'article 1 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Lignes cessant d'être en vigueur.

« À compter du 1^{er} juin 1969 toutes ces lignes homologuées déterminées par la résolution susdite cessent d'être en vigueur, sauf celles des dix dernières modifications au plan de la ville qui sont indiquées dans la résolution du comité exécutif numéro 33560, en date du 2 avril 1969, lesquelles ne cesseront d'être en vigueur que le 1^{er} juin 1974. ».

1959/60,
c. 102, a.
462, mod.

2. L'article 462 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, et par l'article 51 du chapitre

CHAPTER 91

An Act to amend the charter of the City of Montreal

[Assented to 9th June 1969]

Preamble.

WHEREAS the City of Montreal has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 102 of the statutes of 1959/1960, as amended to this day, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Article 40 of chapter 102 of the statutes of 1959/1960, amended by section 2 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 6 of chapter 71 of the statutes of 1964, by section 2 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), and by section 1 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again amended by adding the following paragraph:

"From the 1st of June 1969 all such homologated lines determined by the above-mentioned resolution shall cease to be in force, except those of the last ten amendments to the plan of the city which are indicated in resolution number 33560 of the executive committee, dated the 2nd of April 1969, which shall not cease to be in force until the 1st of June 1974."

Lines to cease to be in force.

2. Article 462 of the said act, amended by section 25 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, and by section 51 of chapter

1959/60,
c. 102, a.
462, am.

59 des lois de 1962, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Règle-
ments
visés.

« Les règlements visés sont ceux qui se rapportent au zonage, à la construction, aux permis de construction, aux heures de fermeture à bonne heure, aux enseignes et aux règlements adoptés en vertu des paragraphes de l'article 520 qui permettent de réglementer pour fins de santé et d'hygiène publique. ».

1959/60,
c. 102, a.
463, remp.

3. L'article 463 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Idem.

« **463.** L'amende peut être fixée à un montant n'excédant pas deux cents dollars pour contravention à un règlement adopté en vertu d'une disposition des paragraphes 50°, 51° et 69° de l'article 520 ou du paragraphe 7° de l'article 521, et à un règlement adopté en vertu de l'article 15 de la Loi des droits sur les divertissements. ».

1959/60,
c. 102, a.
520, mod.

4. L'article 520 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), et par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 8° par le suivant:

Lait, etc.; « 8° Décréter l'inspection du lait et prohiber l'usage, la vente et la mise en vente de lait malsain et en autoriser la saisie et la confiscation; décréter l'inspection et la réglementation de la production et de la distribution du lait vendu dans la ville; »;

b) en remplaçant le paragraphe 9° par le suivant:

Permis
pour la
production
du lait;

« 9° Accorder des permis pour la production, la distribution et la vente du lait et en refuser à ceux qui ne se conforment pas aux règlements d'hygiène et de santé du Québec et à ceux de la ville; suspendre ou annuler pour contravention à ces règlements tout permis sans préjudice à tous autres recours; »;

c) en remplaçant le paragraphe 18° par le suivant:

59 of the statutes of 1962, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

“The by-laws contemplated are those related to zoning, construction, building permits, early closing hours, signs and to the by-laws passed under those paragraphs of article 520 which permit the making of by-laws for purposes of hygiene and public health.”.

Nature of
by-laws.

3. Article 463 of the said act is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 463,
replaced.

Idem.

“**463.** The fine may be fixed at an amount not exceeding two hundred dollars for contravention of a by-law passed under any provision of paragraphs 50, 51 and 69 of article 520 or of paragraph 7 of article 521, and of a by-law passed under section 15 of the Amusement Tax Act.”.

4. Article 520 of the said act, amended by section 26 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 21 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), and by section 5 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended:

1959/60,
c. 102, a.
520, am.

(a) by replacing paragraph 8 by the following:

“8. Order the inspection of milk and prohibit the use, sale and exposure for sale of milk which is unhealthy and authorize the seizure and confiscation thereof; order the inspection and regulation of the production and distribution of milk which is sold in the city;”;

Milk, etc.;

(b) by replacing paragraph 9 by the following:

“9. Grant licenses for the production, distribution or sale of milk and refuse such licenses to persons who do not comply with the health and hygiene regulations of the province of Québec and with the health and hygiene by-laws of the city; suspend or annul any license for infringements of such regulations or by-laws without prejudice to any other recourses;”;

Licenses
for pro-
duction,
of milk;

(c) by replacing paragraph 18 by the following:

Établissements
d'embouteillage;

« 18° Décréter les conditions requises pour assurer l'hygiène et la salubrité des établissements où l'on fabrique et embouteille des boissons alcooliques ou non; aucun des règlements municipaux adoptés en vertu des pouvoirs conférés par le présent paragraphe ne peut être appliqué aux établissements qui appartiennent ou qui sont exploités par la Régie des alcools du Québec; »;

d) en remplaçant le paragraphe 70° par le suivant:

Four-
rières;

« 70° Établir et maintenir des fourrières, sous la surveillance et le contrôle de la ville; prescrire des mesures pour empêcher d'errer des animaux de toutes sortes; en autoriser la saisie et la vente; fixer un tarif d'amendes pour leur mise en fourrière; réglementer le commerce d'animaux familiers; prohiber la vente d'animaux atteints de maladies contagieuses ou incurables; ».

1959/60,
c. 102, a.
563, mod.

5. L'article 563 de ladite loi, modifié par l'article 28 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 57 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 11 du chapitre 71 des lois de 1964, et par l'article 10 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Parc
Mont-
Royal.

« 563. Le territoire compris dans les limites lisérées en rouge sur le plan M-320 St-Antoine dressé par le service des travaux publics de la ville en date du 7 mai 1969 est réservé pour constituer un parc public sous le nom de Parc Mont-Royal. ».

1959/60,
c. 102, a.
610c, aj.

6. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 610b, le suivant:

Expro-
priation.

« 610c. Lorsque la ville exproprie une partie non subdivisée d'un lot originaire longeant une lisière de terrain cadastrée comme rue et comprise entre au moins deux rues transversales, le propriétaire de cette partie de lot n'a droit à aucune indemnité pour la superficie expropriée jusqu'à un maximum de 33 pieds de largeur, si, sur le résidu, un bâtiment conforme aux règlements de zonage et de construction de la ville peut être construit.

“18. Order the conditions required to ensure the hygiene and sanitation of establishments where alcoholic or non-alcoholic drinks are made and bottled; none of the municipal by-laws passed under the powers conferred by this paragraph shall be applied to the establishments owned or operated by the Québec Liquor Board;”;

Bottling
establish-
ments;

(d) by replacing paragraph 70 by the following:

“70. Establish and maintain pounds under supervision and control of the city; prescribe measures to prevent the straying of animals of any kind; authorize the seizure and sale of the same; fix a tariff of fines for the impounding thereof; regulate the trade of pet animals; prohibit the sale of animals afflicted with contagious or incurable diseases;”.

Pounds;

5. Article 563 of the said act, amended by section 28 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 57 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 11 of chapter 71 of the statutes of 1964 and by section 10 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

1959/60,
c. 102, a.
563, am.

“563. The territory comprised within the limits hatched in red on plan M-320 St-Antoine prepared by the city's public works department and dated 7th of May 1969 shall be reserved to constitute a public park under the name of Mount Royal Park.”.

Mount
Royal
Park.

6. The said act is amended by adding after article 610b the following:

1959/60,
c. 102, a.
610c,
added.

“610c. When the city expropriates an unsubdivided portion of an original lot along a strip of land cadastered as a street and comprised between at least two cross streets, the owner of such portion of a lot shall not be entitled to any indemnity for the expropriated area up to a maximum area of 33 feet in width, if a structure complying with the zoning and building by-laws may be built on the residue.

Expro-
priation.

Cession gratuite.

Le propriétaire peut, en tout temps, céder gratuitement et sans condition, cette partie de lot et la ville doit accepter cette cession.

The owner may, at any time, transfer such portion of a lot gratuitously and unconditionally, and the city must accept such transfer.

Gratuitous transfer.

Exécution des travaux.

Lorsque la ville décrète l'expropriation, elle doit y exécuter les travaux nécessaires pour l'ouverture et l'aménagement de la rue et appliquer, pour le paiement du coût de ces travaux, les dispositions de la charte régissant les travaux de même nature. ».

When the city orders the expropriation, it shall carry out thereon the works necessary for the opening and development of the street and, as regards payment of the cost of such works, apply the provisions of the charter governing works of the same kind."

Carrying out of works.

1959/60, c. 102, a. 674a, aj.

7. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 674, le suivant :

7. The said act is amended by adding after article 674 the following :

1959/60, c. 102, a. 674a, added.

Intérêt sur taxes, etc.

« 674a. Les taxes de même que tout compte ou toutes sommes dus à la ville portent intérêt à compter de l'expiration du délai pendant lequel ils doivent être payés, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet. Le conseil fixe le taux d'intérêt de chaque exercice lors de l'adoption du budget. ».

"674a. The taxes and any account or sums due to the city shall bear interest from the expiry of the delay during which they must be paid, without its being necessary to make a special request therefor. The council shall fix the rate of interest for each fiscal year when the budget is adopted."

Interest on taxes, etc.

1959/60, c. 102, a. 801, mod.

8. L'article 801 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, les deux paragraphes suivants :

8. Article 801 of the said act is amended by adding at the end the two following paragraphs :

1959/60, c. 102, a. 801, am.

Vente de boissons alcooliques;

« 47°. Toute personne qui vend des boissons alcooliques en vertu d'un permis de la Régie des alcools du Québec;

"47. Every person who sells alcoholic beverages under a permit from the Québec Liquor Board;

Sale of alcoholic beverages;

Vente de choses usagées.

« 48°. Toute personne qui, à part son commerce principal, fait celui de la vente ou de l'échange de choses usagées. ».

"48. Every person who carries on, in addition to his principal commerce, that of the sale or exchange of used goods."

Sale of used goods.

1959/60, c. 102, a. 803, mod.

9. L'article 803 de ladite loi est modifié en ajoutant le paragraphe suivant :

9. Article 803 of the said act is amended by adding the following paragraph :

1959/60, c. 102, a. 803, am.

Parcs de stationnement.

« w) L'exploitation de terrains privés comme parcs publics pour le stationnement des véhicules automobiles. ».

"(w) The operation of private grounds as public lots for the parking of motor vehicles."

Parking grounds.

1959/60, c. 102, a. 857, mod.

10. L'article 857 de ladite loi, modifié par l'article 46 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié :

10. Article 857 of the said act, amended by section 46 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again amended :

1959/60, c. 102, a. 857, am.

a) en remplaçant les deux premiers alinéas du paragraphe a par les suivants :

(a) by replacing the first two paragraphs of paragraph a by the following :

« a) si l'estimation de la valeur locative annuelle ne dépasse pas \$3,000, l'estimateur examine la plainte écrite et peut dans la mesure où il la juge fondée, modifier le rôle des valeurs locatives en conséquence.

"(a) if the assessment of the annual rental value does not exceed \$3,000, the assessor shall examine the written complaint and may, to the extent that he deems it well founded, amend the roll of rental values accordingly.

Certifi-
cat.

Dans ce cas, il signe un certificat à cet effet qu'il transmet au directeur des finances avant le premier octobre de la même année. »;

b) en remplaçant le paragraphe b par le suivant :

« b) si l'évaluation de la valeur locative annuelle dépasse \$3,000, elles doivent être soumises par écrit au chef estimateur et transmises par ce dernier au bureau de révision qui en dispose, après avoir entendu les parties, suivant les dispositions de la présente charte. ».

1959/60,
c. 102, a.
877, ab.

11. L'article 877 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 90 des lois de 1968, est abrogé.

Id., a.
973, mod.

12. L'article 973 de ladite loi, remplacé par l'article 84 du chapitre 59 des lois de 1962, et modifié par l'article 41 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 51 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, et par l'article 23 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant :

Excep-
tion.

« Cependant, le locataire qui, lors du décret d'expropriation ou de la prise de possession par la ville occupait les lieux expropriés pour des fins résidentielles et qui n'aurait droit à aucune indemnité en vertu de quelque loi, peut obtenir une indemnité ne devant pas excéder \$1,000; lorsqu'il y a entente entre le locataire qui occupait les lieux pour des fins résidentielles et la ville, cette indemnité peut être payée directement sans autre formalité. ».

1959/60,
c. 102,
a. 1012,
mod.
Forma-
lités
omises.

13. L'article 1012 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

« Les formalités prévues par l'alinéa précédent ne sont pas requises lorsque le montant déposé n'excède pas cinq cents dollars et le protonotaire le remet immédiatement à l'exproprié. ».

1959/60,
c. 102,
a. 1016,
remp.

14. L'article 1016 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 90 des lois de 1968, est remplacé par le suivant :

In such case, he shall sign a certificate to that effect and forward it to the director of finance before October 1st of the same year.";

Certifi-
cate.

(b) by replacing paragraph b by the following:

"(b) if the assessment of the annual rental value exceeds \$3,000, they shall be submitted, in writing, to the chief assessor and transmitted by him to the board of revision which shall deal therewith, after hearing the parties, according to the provisions of this charter."

11. Article 877 of the said act, amended by section 18 of chapter 90 of the statutes of 1968, is repealed.

1959/60,
c. 102, a.
877, re-
pealed.

12. Article 973 of the said act, replaced by section 84 of chapter 59 of the statutes of 1962 and amended by section 41 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), by section 51 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, and by section 23 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the fourth paragraph by the following:

Id., a.
973, am.

"However, the tenant who, at the date of the expropriation order or of the taking of possession by the city, occupied for residential purposes the expropriated premises and was not entitled to any indemnity under any legal provisions, may obtain an indemnity not to exceed \$1,000; when there is an agreement between the tenant who occupied the premises for residential purposes and the city, such indemnity may be paid directly without further formality."

Excep-
tion.

13. Article 1012 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1012,
am.

"The formalities prescribed by the preceding paragraph shall not be required when the amount deposited does not exceed five hundred dollars, and the prothonotary shall deliver it immediately to the expropriated party."

Forma-
lities not
required.

14. Article 1016 of the said act, amended by section 29 of chapter 90 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1016,
replaced.

Rensei-
gnements
au comité
exécutif.

« 1016. Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants :

Coût des
trottoirs.

1. Le coût total des trottoirs dont la construction a été acceptée provisoirement ou définitivement durant les cinq années consécutives précédant le 31 décembre. Le coût ne comprend pas les dépenses accessoires ne se rapportant pas directement au trottoir lui-même, comme un changement de conduite d'eau, de gaz ou d'autres travaux semblables.

Superficie.

2. La superficie en verges carrées de tous ces trottoirs.

Coût
moyen.

3. Le coût moyen à la verge carrée obtenu en divisant le coût total de construction mentionné au paragraphe 1 par la superficie établie au paragraphe 2.

Taux uni-
forme.

Le conseil, par règlement adopté dans le cours du mois de mars de chaque année, sur rapport du comité exécutif détermine, conformément au coût moyen ainsi obtenu le taux uniforme à la verge carrée suivant lequel les trottoirs dont la construction sera décidée au cours de l'exercice suivant seront mis à la charge des propriétaires des immeubles riverains suivant l'article 1015.

Solde
payable
par la
ville.
Disposi-
tion appli-
cable.

Le solde du coût de construction qui ne peut être exigé des propriétaires est payable par la ville.

Lorsqu'une partie du coût de construction, mise à la charge des propriétaires riverains, doit être payée par la ville en vertu de la loi ou d'un règlement, elle l'est selon les dispositions de l'article 693.

Prix paya-
ble par
proprié-
taire rive-
rain.

Le prix payable par chaque propriétaire riverain se calcule en multipliant le taux à la verge carrée, établi selon le présent article, par la superficie du trottoir. Cette superficie est le produit du nombre de pieds de front de son terrain (moins l'exemption) par la largeur moyenne du trottoir ou section de trottoir construit d'après la description qui en est donnée dans la résolution du conseil ordonnant sa construction.

Mode de
paiement.

Il est payable au comptant ou en dix versements annuels.

Exercice
de pou-
voir.

Pour l'exercice 1969/1970, le conseil peut exercer ce pouvoir dans les 60 jours

“1016. Before the 1st of March each year, the director of the public works department shall submit to the executive committee the following information:

Informa-
tion to
executive
commit-
tee.

(1) The total cost of those sidewalks the construction of which was provisionally or definitively accepted during the five consecutive years preceding the 31st of December. The cost shall not include the accessory expenses not directly related to the sidewalk itself, such as the changing of a water pipe or gas pipe or other similar works.

Cost of
sidewalks.

(2) The area in square yards of all such sidewalks.

Area.

(3) The average cost per square yard obtained by dividing the total cost of construction mentioned in paragraph 1 by the area established in paragraph 2.

Average
cost.

The council, by by-law passed during the month of March in each year, upon a report of the executive committee, shall determine, in accordance with the average cost so obtained, the uniform rate per square yard under which the sidewalks the construction of which will be decided upon during the next fiscal year will be charged to the proprietors of the bordering immovables in accordance with article 1015.

Uniform
rate.

The balance of the cost of construction which shall not be exigible from the proprietors shall be payable by the city.

Payment
of balance
of cost.

When a portion of the cost of construction charged to the bordering proprietors is to be paid by the city under the law or a by-law, it shall be paid in accordance with section 693.

Provision
to apply.

The price payable by each bordering proprietor shall be calculated by multiplying the rate per square yard, established in accordance with this section, by the area of the sidewalk. Such area shall be the product of the number of frontage feet of his land (less the exemption) by the average width of the sidewalk or section thereof constructed in accordance with the description thereof given in the resolution of the council ordering the construction of such sidewalk.

Price paya-
ble by
bordering
proprie-
tors.

It shall be payable in cash or in ten annual instalments.

Mode of
payment.

For the fiscal year 1969/1970, the council may exercise such power within 60

Exercise
of power.

suyant la date de la sanction du chapitre 91 des lois de 1969. ».

days following the date of the sanction of chapter 91 of the statutes of 1969.”.

1959/60,
c. 102,
a. 1019,
mod.

15. L'article 1019 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant, dans le texte français seulement, le paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) le pavage des intersections de rues et celui qui est situé en face des ruelles inscrites sur les rôles d'évaluation municipale comme exemptées de taxes; ».

15. The French version of article 1019 of the said act, amended by section 31 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing paragraph *b* by the following:

« *b*) le pavage des intersections de rues et celui qui est situé en face des ruelles inscrites sur les rôles d'évaluation municipale comme exemptées de taxes; ».

Id., a.
1082,
remp.

16. L'article 1082 de ladite loi est remplacé par le suivant:

16. Article 1082 of the said act is replaced by the following:

Exemption
de taxes.

« **1082.** Le conseil peut renoncer à toutes taxes sauf les droits sur les divertissements sur toute exploitation qu'il autorise sur le domaine public de la ville et aucune taxe scolaire ne peut être prélevée sur les immeubles de la ville qui font partie de son domaine public ou sur ceux qui font partie de son domaine privé et desquels elle ne retire pas de revenus. ».

« **1082.** The council may renounce all taxes except the amusement tax on any operation which it authorizes on the public property of the city and no school tax shall be levied on the immovables of the city which form part of its public property or on those which form part of its private property and from which it derives no revenue.”.

1959/60,
c. 102,
a. 1109,
ab.

17. L'article 1109 de ladite loi, modifié par l'article 60 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est abrogé.

17. Article 1109 of the said act, amended by section 60 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is repealed.

Id., a.
1124,
remp.

18. L'article 1124 de ladite loi est remplacé par le suivant:

18. Article 1124 of the said act is replaced by the following:

Disposi-
tions ap-
plicables.

« **1124.** En matière civile les dispositions du Code de procédure civile s'appliquent, *mutatis mutandis*, lorsque la charte n'indique pas la procédure à suivre. ».

« **1124.** In civil matters the provisions of the Code of Civil Procedure shall apply *mutatis mutandis*, whenever the procedure to be followed is not indicated in the charter.”.

1959/60,
c. 102,
a. 1129,
mod.

19. L'article 1129 de ladite loi est modifié:

a) en enlevant le point à la fin du troisième alinéa et en lui ajoutant le texte suivant:

« ou, dans le cas des règlements municipaux seulement, soit par un billet d'assignation émis par un agent de la paix du service de la police; une copie est remise au défendeur, ce qui en constitue une signification légale. »;

b) en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

19. Article 1129 of the said act is amended:

(a) by striking out the period at the end of the third paragraph and adding thereto the following:

“or, in the case of the municipal by-laws only, by a notice of summons issued by a peace officer of the police department; a copy shall be delivered to the defendant; this shall constitute a legal service thereof.”;

(b) by adding at the end the following paragraphs:

1959/60,
c. 102, Fr.
Vers. of
a. 1019,
am.

Id., a.
1082,
replaced.

Tax
exemption.

1959/60,
c. 102,
a. 1109,
repealed.

Id., a.
1124,
replaced.

Provisions
to apply.

1959/60,
c. 102,
a. 1129,
am.

Copie au greffier. « Une autre copie doit être remise au greffier de la Cour municipale dans les quarante-huit heures qui suivent.

Dossier. En la recevant, le greffier ouvre un dossier et y dépose ce document, qui constitue alors une sommation dûment autorisée et signifiée au sens de la Loi des poursuites sommaires et rapportable à la date fixée dans l'avis.

Billet d'assignation. Ce billet d'assignation consiste en un document préparé en triplicata, sous la signature de l'agent de la paix du service de la police qui a constaté l'infraction.

Contenu. Il doit contenir:

a) les nom, prénoms et adresse du contrevenant;

b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;

c) un ordre au contrevenant de comparaître devant la Cour municipale à l'heure et à la date indiquées sur ce billet par l'agent;

d) une attestation de l'agent de la paix qu'il a remis le billet au contrevenant. ».

Autorisation de vendre, etc. **20.** La Ville de Montréal est autorisée, par contrats notariés, passés avec l'Université de Montréal:

1. À vendre, céder et transporter à l'Université:

a) un terrain vague situé dans les limites de la Ville de Montréal, faisant partie du cadastre officiel du village incorporé de la Côte-des-Neiges, étant parties des lots originaires numéros 171, 19, et de la subdivision numéro 19 du lot originaire numéro 10 (10-19), tel que le tout apparaît au plan de Marc Hurtubise, a.g. daté du 12 mars 1968 et portant le numéro 19129-A-4-68;

b) un emplacement situé dans les limites de la Ville de Montréal, faisant partie du même cadastre, connu comme étant la resubdivision numéro 1 de la subdivision numéro 424 du lot originaire numéro 28 (28-424-1), tel que le tout apparaît sur le plan numéro M-56 Mont-Royal, préparé par la division technique arpentage de la Ville de Montréal;

c) deux lisières de terrain, étant deux parties de l'assiette de l'avenue Louis Collin, dans les limites de la Ville de Montréal, faisant partie du même cadas-

« Another copy shall be delivered to the clerk of the Municipal Court within the ensuing forty-eight hours.

Upon receiving such copy, the clerk shall open a record and shall file therein such document which shall then constitute a summons duly authorized and served within the meaning of the Summary Convictions Act and which shall be returned on the date fixed in the notice.

Such notice of summons shall consist of a document prepared in triplicate over the signature of the peace officer of the police department who ascertained the offence.

It shall contain:

(a) the name, given names and address of the offender;

(b) the nature, date, time and place of the offence;

(c) an order to the offender to appear before the Municipal Court at the time and on the date indicated on such notice by the officer;

(d) an attestation from the peace officer that he has delivered the notice to the offender.".

20. The City of Montreal is authorized under notarial contracts entered into with the Université de Montréal:

1. To sell, transfer and assign to the university:

(a) a vacant parcel of land located within the limits of the City of Montreal, forming part of the official cadastre of the incorporated village of Côte-des-Neiges, known as parts of original lots numbers 171, 19, and of subdivision number 19 of original lot number 10 (10-19), the whole as shown on the plan of Marc Hurtubise, Q. L. S. dated March 12, 1968 and bearing number 19129-A-4-68;

(b) an emplacement located within the limits of the City of Montreal forming part of the same cadastre, known as resubdivision number 1 of subdivision number 424 of original lot number 28 (28-424-1), the whole as shown on plan number M-56 Mont-Royal, prepared by the Technical Division, Surveying, of the City of Montreal;

(c) two strips of land, being two parts of Louis Collin Avenue, within the limits of the City of Montreal, forming part of the same cadastre, known as parts of

Copy to clerk.

Record.

Notice of summons.

Contents.

Authorization to sell, etc.

tre, étant parties de la subdivision numéro 101 du lot originaire numéro 28 (28-101) et partie de la subdivision numéro 181 du lot originaire numéro 27 (27-181), tel que le tout apparaît au plan L-28 Mont-Royal préparé par la même division technique; lesdites parties de voies publiques ne devant plus servir à ces fins;

Autorisations d'échange.

2. À échanger avec l'Université divers lots et parties de lots enregistrés au même cadastre; les lots à être cédés par la Ville de Montréal sont les lots numéros 25-519, 520, 521, 537, 538, 549, 550, 580, 606, 636, 27-198; et parties des lots 25-342, 28-135 et 28-169 dudit cadastre; les lots à être cédés par l'Université sont indiqués sur le plan M-52 Mont-Royal, préparé par la même division technique.

Fermeture de voies publiques, etc.

Ces deux ventes, cette cession et cet échange peuvent se faire nonobstant le fait que, dans chaque cas, elles entraîneront la fermeture de parties de voies ou passages publics que les parties sont autorisées à fermer et à utiliser à d'autres fins.

Donation ratifiée.

21. Est ratifié, le contrat de la donation conditionnelle d'un parc sur la rue Fullum signé devant le notaire J.-L. Trempe le 18 mars 1969, sous le numéro 6090 de ses minutes, entre The Royal Trust Company, aux droits de la succession Charles S. Campbell et la Ville de Montréal.

Effet rétroactif.

22. Le règlement no 3829, adopté le 24 avril 1969 et modifiant le règlement no 3720 concernant l'annexion de la cité de Saint-Michel a effet depuis le 24 octobre 1968.

Entrée en vigueur.

23. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

subdivision number 101 of original lot number 28 (28-101) and part of subdivision number 181 of original lot number 27 (27-181), the whole as shown on plan L-28 Mont-Royal prepared by the same Technical Division, the said parts of public streets to cease being used for such purposes;

2. To exchange with the university various lots and parts of lots registered in the same cadastre; the lots to be transferred by the City of Montreal are lots numbers 25-519, 520, 521, 537, 538, 549, 550, 580, 606, 636, 27-198; and parts of lots 25-342, 28-135 and 28-169 of the said cadastre; the lots to be transferred by the University are shown on plan M-52 Mont-Royal prepared by the same Technical Division.

Authorization to exchange.

Such two sales, such transfer and such exchange may take place notwithstanding the fact that in each case they entail the closing of parts of public streets or thoroughfares which the parties are authorized to close and use for other purposes.

Closing of parts of streets, etc.

21. The contract of the conditional gift of a park on Fullum street, made before notary J.-L. Trempe, on the 18th March 1969, under number 6090 of his minutes, between The Royal Trust Company in the rights of the estate of Charles S. Campbell and the City of Montreal is ratified.

Gift ratified.

22. By-law No. 3829, passed on the 24th April 1969, amending by-law No. 3720 concerning the annexation of the city of Saint-Michel, is and has been in effect since the 24th of October 1968.

Retro-active effect of by-law.

23. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.